
De : ABECASSIS Adrien
Envoyé : dimanche 24 mai 2015 22:04
À : Secrétariat - Président; JOUYET Jean-Pierre; JOUYET Jean-Pierre - Secrétariat;
VALLAUD Boris; FELTESSE Vincent; GANTZER Gaspard
Objet : Sondage week-end

Bonsoir,

Quelques premiers résultats à retenir des questions d'actualité du week-end :

1. Réforme du collège : chacun campe sur ses positions

- Parmi toutes les responsables politiques qui se sont exprimés sur cette réforme, les sympathisants de gauche ont jugés "*les plus convaincants*" NVB (40%) puis le PM (35%) - le PR, moins audible sur le sujet, n'est cité que par 12% d'entre eux - ; alors que les sympathisants de droite mettent en avant N. Sarkozy (37%), puis B. Le Maire (24%) - à noter que les paroles d'A. Juppé (17%) et de F. Bayrou (13%) ont moins porté à droite.

Chacun n'écoute clairement que les arguments de son propre camp (tous les leaders de gauche font moins de 10% à droite, tous les leaders de droite moins de 10% à gauche). Dès lors, la poursuite du débat quelques jours de plus n'aurait certainement pas changé grand-chose.

- **63% des Français estiment que le gouvernement a eu tort de publier rapidement le décret sur la réforme du collège**, soit une proportion comparable à ceux qui désapprouvaient la réforme la semaine dernière (non testé cette semaine).

A noter cependant des **avis partagés à gauche** : 49% approuvent ce geste de rapidité, 48% le désapprouvent. On retrouve en effet, dans les verbatims de gauche, des critiques d'un "*passage en force*" ou d'un "*refus de dialoguer*", aux côtés de commentaires plus neutres ou de quelques marques de "*fermeté*".

- **Personne ne sort vraiment gagnant de la séquence** : 19% pensent que la ministre en sort renforcée contre 46% affaiblie (score à rapporter aux 2/3 d'opposants à la réforme) ; 17% que le PM en sort renforcé contre 32% affaibli (le reste "*ni l'un ni l'autre*"). Le Président concentre un peu plus de critiques malgré sa visibilité plus faible dans le débat (par fonction...) : 9% le jugent renforcés, 38% affaibli.

=> *Sur le fond, il est probable que les lignes du débat ne bougeront plus guère : la gauche est partagée mais plutôt favorable ; la droite hostile.*

=> *Sur la forme, l'interprétation du "passage en force" ne semble pas stabilisée à gauche : il sera important de montrer que nous savons ce que nous faisons - pour ne pas donner prise aux critiques de fébrilité - ; et peut-être souligner que refermer rapidement le débat était la meilleure façon d'éviter les instrumentalisation politiques d'un sujet important pour l'avenir des enfants qui mériterait d'être poursuivi de façon plus sereine.*

2. Contexte politique : le temps de la redistribution n'est pas encore arrivé, le Président semble déjà "en campagne".

- Le SIG a demandé si "*la situation financière de la France est aujourd'hui suffisamment bonne pour mettre en place une politique de **redistribution** permettant de redonner du pouvoir d'achat aux Français / de mieux répartir les richesses*" :

- **Moins d'un quart des personnes interrogées, et un tiers seulement des sympathisants de gauche, "le souhaitent et pensent que cela est possible"** ;

- **Près des deux-tiers "le souhaitent mais pensent que ce n'est pas encore possible"** ;

- Le reste ne "*souhaitent pas*" par principe cette redistribution (8% lorsqu'il s'agit de "*redonner du pouvoir*"

d'achat", 18% lorsqu'il s'agit de "mieux répartir les richesses").

- Parallèlement, **pour 58% des Français interrogés et 49% des sympathisants de gauche, le Président est "déjà en campagne"**.

- La vie partisane semble toutefois toujours aussi éloignés de leurs centre d'intérêt : **15% jugent que les résultats du vote des motions renforcent la majorité gouvernementale, 10% l'affaiblissent, tous les autres n'ont pas d'avis sur le sujet...** La question détaillait pourtant longuement les acteurs et les résultats. Même **parmi les sympathisants socialistes, la moitié disent ne pas en savoir assez pour juger** (reflet de la faible participation / implication ?).

=> *Ces résultats confirment que, pour les Français, il n'est pas encore temps de laisser s'éloigner l'effort de "redressement" pour une phase de "redistribution". Les risques sont identifiés (signal de relâchement des réformes, affaiblissement du lien entre notre action et la reprise, confiance rompue dans les systèmes sociaux et fiscaux, ...). Pourrait s'y ajouter, si le Président paraît trop "en campagne", le soupçon de vouloir "redistribuer" des avantages à sa clientèle politique, et de se préoccuper davantage de sa réélection que de l'intérêt des Français.*

=> *Plus largement, le désintérêt envers le fonctionnement des partis, vus comme peu en prise avec les préoccupations quotidiennes, est toujours aussi fort (y compris de la part de ceux qui se déclarent sympathisants...). L'enjeu de réforme des partis (en quoi peuvent-ils être "utiles" aux gens) sera un chantier important de la revitalisation de la vie politique. Il sera intéressant de voir, dans une premier temps, si le congrès de l'UMP suscite davantage d'intérêt.*

3. Quotas d'immigration : une position de principe approuvée.

62% sont d'accord avec le fait de refuser l'instauration de quotas chiffrés pour l'instauration du droit d'asile, tout en souhaitant une répartition plus équilibrée de l'immigration entre les différents pays européens. Cette approbation est de 70% à gauche, 60% à droite ; mais peut-être pour des raisons différentes (accueil des réfugiés ou refus de nouveaux immigrés...).

Une note plus complète sera faite avec le dépouillement des verbatims.

Bonne soirée,

Adrien